

Wasserkraft ist kein Selbstläufer



Roger Pfammatter,
Geschäftsführer
Schweiz. Wasserwirt-
schaftsverband

Der Preiszerfall auf dem europäischen Strommarkt bringt die einheimische Wasserkraft in arge Nöte. Sie muss aufgrund der Teil-Liberalisierung zur Hälfte am Markt bestehen, kann aber mit den unsinnig tiefen Handelspreisen (Grundlastpreis 2015: 3,5 Rp./kWh) nicht mithalten.

Damit kommt ausgerechnet der energiepolitische Trumpf der Schweiz unter die Räder. Nicht durch Misswirtschaft, sondern wegen energiepolitischer Fehlentwicklungen in Europa mit einseitigen Milliardensubventionen und einem offensichtlich untauglichen Marktmodell. Zudem werden die Bedingungen durch hausgemachte Kostentreiber wie steigende staatliche

Abgaben und laufende Verschärfungen der Anforderungen verschlimmert. Diese Entwicklungen sind nicht im Sinne einer sicheren und umweltschonenden Energiezukunft. Denn die Wasserkraft deckt nicht nur 60% unseres Strombedarfs, sie tut dies auch erneuerbar und klimaschonend, effizient und zuverlässig, bei Tag und in der Nacht, im Sommer wie im Winter, bei Windstille oder im Nebel.

Und weil die Wasserkraft immer so zuverlässig geliefert hat, könnte man einen selbstlaufenden Goldesel vermuten. Dem ist aber nicht so: Die bestehenden Anlagen müssen instand gehalten und fit für die Zukunft gemacht werden, was jährliche Investitionen von ein paar Hundert Millionen Franken bedingt. Fehlen hingegen wie jetzt die Erträge, zehrt das an der Substanz, beschert der öffentlichen Hand gewaltige Wertverluste und führt zum Verzicht auf Erneuerungs- und Modernisierungsarbeiten. Zwar ist kurzfristiges Rentabilitätsdenken bei der über Jahrzehnte angelegten Wasserkraft fehl am Platz. Aber es ist auch klar: Längere Perioden mit Marktpreisen unter Gestehungskosten sind dem Erhalt der Produktion nicht zuträglich.

Eine kluge Energiepolitik sorgt sich um ihr wichtigstes Standbein. Das braucht mehr als Lippenbekenntnisse und Scheinmassnahmen. Gefragt sind dauerhaft bessere Rahmenbedingungen, namentlich: die Entlastung von Abgaben und Anforderungen sowie grundlegend neue Marktmechanismen, welche die Vorzüge der Wasserkraft honorieren.

La force hydraulique ne va pas de soi

Roger Pfammatter,
Directeur de
l'Association suisse
pour l'aménagement
des eaux

L'effondrement des prix sur le marché européen de l'électricité met la force hydraulique suisse dans une situation précaire. En raison de la libéralisation partielle elle doit se maintenir pour moitié sur le marché, sans toutefois pouvoir rivaliser avec les prix ridiculement bas de ce dernier (prix de charge de base 2015 : 3,5 ct./kWh).

Ainsi, c'est justement l'atout de la politique énergétique suisse qui est foulé aux pieds. Non pas par suite d'une mauvaise gestion, mais en raison des défaillances de la politique énergétique européenne avec des milliards d'euros de subventions unilatérales et un modèle de marché manifestement inapproprié. De plus, les conditions s'aggravent suite à des générateurs de coûts « maison » tels que l'augmentation des charges publiques et les exigences de plus en plus sévères. Ces développements ne vont pas dans le sens d'un avenir énergétique sûr et respectueux de l'environnement. Car la force hydraulique ne fait pas que couvrir 60% de nos besoins en électricité. Elle le fait aussi d'une manière renouvelable, respectueuse du climat, efficace et fiable, de jour et de nuit, en été comme en hiver, lorsqu'il n'y a pas de vent ou en cas de brouillard.

Et comme la force hydraulique a toujours fourni de l'électricité de manière si fiable, on pourrait présumer une vache à lait qui va de soi. Or, ce n'est pas le cas : les installations existantes doivent être entretenues et préparées à l'avenir, ce qui nécessite des investissements annuels de l'ordre de quelques centaines de millions de francs. Mais l'absence de revenus, comme à l'heure actuelle, grève la substance, cause au pouvoir public d'énormes pertes de valeurs et conduit à renoncer à des travaux de renouvellement et de modernisation. Certes, un souci de rentabilité à court terme serait inapproprié en ce qui concerne la force hydraulique aménagée sur plusieurs décennies. Mais une chose est claire : des périodes prolongées avec des prix du marché au-dessous du prix de revient ne sont pas favorables au maintien de la production.

Une politique énergétique intelligente se préoccupe de son principal pilier. Pour ce faire, il faut plus que des belles paroles et des semblants de mesures. L'heure est désormais à des conditions-cadres durablement plus favorables, notamment la réduction des redevances et des exigences, ainsi que des mécanismes de marché radicalement nouveaux qui mettent en valeur les avantages de la force hydraulique.